

lecture moralisatrice et anti-indienne qui conclurait simplement que « qui vécut par l'épée périt par l'épée ». Évoquer toutes les positions occupées par les Amérindiens sur trois siècles, tout en statuant sur l'« Amérique autochtone » dans son ensemble comme si cette dernière était autre chose qu'une réalité rétrospective, vue de l'Amérique contemporaine. Désigner des vainqueurs « moraux » tout en prétendant renoncer à une lecture qui écrase l'histoire par une focalisation exclusive sur sa conclusion.

Ces contraintes opposées font du livre une source riche en cas et en nuances, mais interdisent à l'auteur de transformer l'objet « arme à feu » en question historique autonome. La clarté du propos s'en ressent, dans un texte qui abonde en palinodies et dont l'administration de la preuve pêche parfois par un usage purement suggestif de citations tirées des sources euro-américaines. La méthode de l'auteur reposant sur une collecte de tout ce qui, dans les archives, touche de près ou de loin aux armes à feu peut donner l'impression qu'il entend d'abord convaincre par la simple accumulation de matériaux.

THOMAS GRILLOT

thomas.grillot@gmail.com

AHSS, 77-4, 10.1017/ahss.2023.28

1. Richard WHITE, *Le Middle Ground. Indiens, empires et républiques dans la région des grands lacs, 1650-1815*, trad. par F. Cotton, Toulouse, Anacharsis, [2009] 2020.

### Rachel Rogers

*Friends of the Revolution: The British Radical Community in Early Republican Paris 1792-1794*

Londres, Breviary Stuff Publications, 2021, 299 p.

Le retentissement considérable de la Révolution française dans toute l'Europe et jusqu'aux Amériques a conduit de nombreux étrangers, partisans des idées nouvelles et désireux de leur application dans leurs pays, à venir en France pour s'y établir pendant des mois ou des années et, éventuellement, s'engager dans la vie politique ou militaire. À côté des personnalités bien connues comme le Polonais Tadeusz Kosciuszko,

l'Hispano-Vénézuélien Francisco de Miranda, l'Allemand Georg Förster ou la Liégeoise Anne-Josèphe Therwagne (dite de Méricourt), une communauté « anglaise » – ou plutôt de langue anglaise – joua un rôle durable et important dans les premières années de la Révolution, notamment jusqu'en 1793-1794, avant d'être victime de lois visant tous les ressortissants de pays ennemis. Leur présence devint problématique après février 1793, quand l'Angleterre entra en guerre contre la France républicaine ; à la fin de l'année, tous les Anglais sont considérés comme suspects, et certains sont arrêtés ou chassés après avril 1794. Parmi les figures notables de cette communauté, peu nombreuse mais influente et marquante, se détachent notamment l'Anglo-Américain Thomas Paine (élu député à la Convention) ou l'Anglaise Mary Wollstonecraft, tous deux partisans de la Révolution et associés au courant ordinairement qualifié de girondin.

L'intérêt immédiat de ce livre est de ne pas s'arrêter à cette idée reçue et de présenter, dans sa complexité et sa quotidienneté, le groupe des Anglais, Irlandais, Gallois, Écossais, voire Américains installés à Paris entre août 1792 et juillet 1794 qui a fondé, en janvier 1793, la « Société des amis des droits de l'homme » (SADH). La société se retrouve dans l'hôtel de Christopher White, marchand de vin et hôtelier, passage des Petits Pères, non loin du Palais Royal et de la place des Victoires, là où le club anglais des Jacobins avait été fondé, le 18 novembre 1792, en soutien à la république française.

Les événements de 1789 avaient déjà attiré des Anglais, simples curieux ou observateurs avisés, mais le tournant politique de 1792 a suscité la venue de personnes plus impliquées dans les combats politiques, même si certains, comme Lord Fitzgerald, plus tard exécuté pour son rôle dans les soulèvements irlandais contre la Couronne anglaise, mélangent plaisirs de la vie parisienne et rencontres politiques ou dîners militants de l'hôtel White. S'y retrouvent alors des jeunes gens, hommes et femmes ayant essentiellement entre 25 et 40 ans, qui ont déjà eu une expérience dans les groupes dissidents ou politiques en Angleterre. Ils sont plutôt proches des whigs, tout en étant le plus souvent critiques et, pour la plupart, hostiles au gouvernement de Pitt. Là s'arrêtent peut-être leurs points communs. Leur obsession, justifiée, est la

présence d'espions, comme le capitaine George Monro, au service de Pitt au sein de leur groupe.

Si quelques-uns sont aisés, voire riches comme Fitzgerald, ils appartiennent presque tous à la classe moyenne, étant docteurs, chimistes ou soldats. Certains mêlent activités commerciales (commerce du tabac ou des grains) et militantisme politique; plus nombreux enfin sont ceux qui écrivent dans des journaux anglais en France ou font publier leurs récits et leurs analyses de la situation française, comme le journaliste Sampson Perry. Leur maîtrise de la langue française est également très variée, et la plupart sont proches des révolutionnaires français anglophones, à commencer par Jacques-Pierre Brissot. Tous sont interdépendants dans leur vie quotidienne, car les difficultés ne manquent pas pour ceux, les plus nombreux, qui vivent chichement. L'autrice insiste ainsi sur les disparités qui divisent cette communauté incertaine, rendant difficile de qualifier politiquement ces femmes et ces hommes et qui, de fait, sont isolés en France et restent mêlés aux conflits internes des îles britanniques, où là aussi les dénominations sont brouillées. Ces divisions s'affichent clairement lors du procès de Louis XVI, la majorité d'entre eux étant favorable à l'emprisonnement (ou à la déportation) du roi et hostile à son exécution, ne serait-ce que par refus systématique de la peine de mort.

Des portraits croisés rendent compte de cette diversité d'opinions, d'implications et de destins. L'Américain Joël Barlow et le Gallois David Williams, qui ont été invités à participer à l'élaboration de la Constitution française en 1793, défendent tous deux la démocratie représentative, à la différence de John Oswald ou Robert Merry, partisans d'un système proche de la démocratie directe. Ces deux derniers sont porteurs d'idées particulièrement radicales, très hostiles à la monarchie parlementaire anglaise qui sert littéralement de contre-exemple. Se détache notamment la personnalité d'Oswald, tout à la fois poète, écrivain, soldat, végétarien depuis un séjour en Inde et très jacobin, tué en 1793, en Vendée, à la tête d'un bataillon de sans-culottes. À ce courant peut être rattaché le journaliste Sampson Perry, admirateur de Marat – ce qui ne lui évite pas pour autant d'être emprisonné en France, avant de partir en Angleterre où il est aussi jeté en prison pendant quelques années.

Les itinéraires de deux femmes, Helen Maria Williams et Mary Wollstonecraft, font l'objet d'un chapitre. Elles sont très critiques envers la monarchie anglaise et soutiennent l'expérience française, mais sans en gommer les difficultés et les contradictions et en en regrettant le cours trop rapide et peu réaliste.

Ce tableau d'une société souvent présentée dans ses seuls aspects politiques et internationalistes est incontestablement bien venu, démystifiant en quelque sorte le rôle des soirées de l'hôtel White. Le lecteur reste cependant un peu sur sa faim, notamment en ce qui concerne les personnalités les plus connues. Mary Wollstonecraft fait ainsi un long séjour en France durant lequel elle connaît une trajectoire personnelle, intellectuelle et politique riche et complexe qui n'apparaît guère ici<sup>1</sup>. En outre, la présentation de celle-ci à Fitzgerald ne rend pas compte de l'importance de ce personnage fascinant pour sa détermination, son action politique et sa fin tragique. Sans doute était-il difficile de porter une attention plus grande à Paine, qui est incontestablement le personnage le plus important de tout le livre, mais fallait-il en parler si peu? Si la vie quotidienne ou la complexité des positions sont, en soi, intéressantes, le poids de cette communauté militante n'apparaît pas clairement, notamment en comparaison avec les autres groupes nationaux, suisse, allemand, qui jouent des rôles importants dans la vie politique française<sup>2</sup>. La xénophobie et, particulièrement, l'hostilité à l'Angleterre, si présente parmi les Jacobins, auraient également mérité une plus grande attention, puisqu'elles sont à l'origine de la désignation de cette communauté comme girondine. Le livre est, malgré ces réserves, utile pour éclairer la vie quotidienne et les modalités de l'action politique en France dans les années 1793-1794, période qui doit toujours être scrutée avec précision tant les enjeux historiques et mémoriaux demeurent essentiels et vivaces.

JEAN-CLÉMENT MARTIN

jean-clement.martin@orange.fr  
AHSS, 77-4, 10.1017/ahss.2023.29

1. Pour ne prendre qu'un article déjà ancien, voir Serge ABERDAM, « Droits de la femme et citoyenneté. Autour du séjour de Mary Wollstonecraft à Paris en 1793 », in J. GUILHAUMOU et R. MONNIER (dir.),

*Des notions-concepts en révolution*, Paris, Société des Études Robespierriennes, 2003, p. 123-148.

2. Voir Michael RAPPORT, *Nationality and Citizenship in Revolutionary France: The Treatment of Foreigners 1789-1799*, Oxford, Oxford University Press, 2000; et, récemment, Paolo CONTE, Mathieu FERRADOU et Jeanne-Laure LE QUANG, « L'étranger en révolution(s) », *La Révolution française*, 22, 2022, <https://doi.org/10.4000/lrf.5946>.

### Jeff Horn

*Making of a Terrorist: Alexandre Rousselin and the French Revolution*

Oxford, Oxford University Press, 2021, 243 p.

Très proche des cercles du pouvoir sans avoir véritablement cherché à l'exercer, Alexandre Rousselin (1773-1847) n'a pas retenu l'attention des historiens, à tort comme le montre cette étude bien documentée dans laquelle Jeff Horn raconte la vie d'un « terroriste ». Cette histoire ne concerne pas seulement l'action de Rousselin pendant la « Terreur », mais aussi la manière dont, jusqu'à sa mort, celui-ci dut faire face à son passé. À travers la biographie de ce personnage, l'auteur interroge la construction de « l'identité historique » (p. 188) d'une génération dans sa relation à la Révolution.

Alexandre Rousselin a 16 ans en 1789. Il vient d'achever ses études au collège d'Harcourt à Paris, où il a acquis une solide éducation et rencontré ceux qui l'aideront plus tard dans sa carrière. Au début de l'année 1790, il devient le secrétaire de Camille Desmoulins, puis, à partir de septembre 1791, celui de Georges Danton. En 1792, il est commis au ministère de l'Intérieur et secrétaire de la section des Quatre-Nations (future section de l'Unité). À la suite des journées des 31 mai-2 juin 1793, Rousselin est promu chef de division au ministère de l'Intérieur, prend en charge la coordination des signalements des espions de la police parisienne et dirige la *Feuille du salut public*, créée par le Comité de salut public en août 1793. Entre octobre et décembre 1793, à la demande du même comité, il est envoyé à Provins et à Troyes par le ministère de l'Intérieur. Dans ces deux villes, il purge l'administration en écartant les citoyens aisés et en choisissant ceux qui adhèrent à ce que l'auteur qualifie d'« idéologie

rousseauiste-républicaine », un « programme radical » caractérisé par l'anticléricisme et « l'inversion de l'ordre social ». Rousselin supprime toutes les fonctions sacerdotales, la cathédrale de Troyes est transformée en temple de la raison, et il entend, selon ses termes, « assurer les moyens d'existence des pauvres en prélevant un impôt sur les riches » (p. 50). Il demande au Comité de salut public d'approuver l'érection d'une guillotine et d'établir un tribunal révolutionnaire. Très vite, Rousselin et le comité révolutionnaire composé d'hommes qu'il a choisis se heurtent à l'hostilité d'une partie des Troyens qui dénonce des arrestations injustifiées. Les sections inculpent le maire, principal allié de Rousselin, et les modérés tentent de reprendre le contrôle de la société populaire. Fin décembre, le représentant en mission Jean-Baptiste Bô est envoyé à Troyes et reprend la situation en main : 83 militants modérés sont arrêtés, accusés de s'opposer à la taxe sur les riches et de répandre des pots-de-vin pour retrouver leur influence. La municipalité est réorganisée, les alliés de Rousselin retrouvent leurs places et la société populaire est épurée. Quatre prisonniers sont envoyés à Paris et sont exécutés un mois plus tard.

De retour à Paris, Rousselin est confronté à la « lutte des factions » et comprend vite le danger de la conversion de Danton à la modération, une position impopulaire au moment où l'effort de guerre est à son paroxysme. Danton et Desmoulins étant de plus en plus isolés, Rousselin est obligé de trouver de nouveaux mentors et de nouveaux réseaux. Il est rattrapé par sa mission dans l'Aube lorsque des Troyens dénoncent sa relation avec Danton, lui reprochant d'avoir agi en despote et gaspillé l'argent public. Il est incarcéré en mai 1794 à la prison de La Force. Le Comité de sûreté générale ordonne l'arrestation de 16 proches collaborateurs de Rousselin, alors que Robespierre fait relâcher 320 suspects dans l'Aube, ce qui sonne comme un désaveu. Jugé par le Tribunal révolutionnaire le 20 juillet 1794, Rousselin est acquitté et ses accusateurs sont à leur tour inquiétés. Sous la Convention thermidorienne, il est de nouveau plusieurs fois arrêté puis libéré grâce aux soutiens dont il dispose. Il retrouve définitivement la liberté après l'insurrection de Vendémiaire, le Directoire naissant mobilisant